



LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC



NON AU DEMANTELEMENT DU LYCEE PROFESSIONNEL !

La mobilisation grandit, s'enracine et s'élargit contre la loi et les réforme Blanquer du lycée et de la voie professionnelle.

La conscience grandit que tout cela forme un ensemble très cohérent, au service du tri social et au détriment de toute dimension émancipatrice pour l'école et la jeunesse.

Parce que le lycée professionnel concerne aujourd'hui un lycéen sur 3, parce que ce public et les enseignant-e-s qui les encadrent sont encore bien souvent dans l'invisibilité, nous appelons personnels de la voie professionnelle et l'ensemble des collègues mobilisé-e-s contre ces projets destructeurs à une action spécifique mercredi 22 mai à 15h devant le Rectorat.

La réforme de la voie professionnelle, c'est :

- **Une déspecialisation par les familles de métiers** : avec le regroupement de filières parfois très éloignées en classe de seconde, le champ professionnel n'étant réellement abordé qu'en classe de première.
- **un appauvrissement de la formation** : la diminution des horaires élèves entraîne une diminution des dotations globales et donc des postes d'enseignant-es. Cette diminution s'accompagne d'une **refonte des programmes revus à la baisse principalement en enseignement général**. Toujours **moins d'ouverture culturelle et scientifique** pour mieux « coller au métier » !
- **Une poursuite d'études entravée** : Parcoursup avait déjà fortement limité les possibilités de poursuite d'études de nos élèves de la voie professionnelle. Avec une formation rabotée et au rabais, le ministre transforme le **bac pro en véritable impasse**. Seuls les mieux armés surtout sur le plan financier pourront envisager une poursuite...dans le privé !
- **Co animation, « chef d'œuvre » ou bidouillage** : à ce jour personne n'est en mesure de préciser les contours de cette « innovation » (rappelons-nous le PPCP). Une seule certitude : les emplois du temps élèves et professeurs vont sûrement être encore plus dégradés.
- **Orientation** : si les familles de métiers laissent supposer que nos élèves auront « le choix » de leur classe de première, dans la réalité ils-elles ne pourront suivre que les formations dispensées dans leur établissement à moins d'envisager une grande mobilité, et sous réserve de place disponible !
- **Apprentissage et mixité des publics** : pour répondre aux seuls besoins des entreprises, c'est leur offrir la main-d'oeuvre dont elles ont besoin, laissant à l'éducation nationale le soin de gérer dans des conditions dégradées celles et ceux de nos élèves dont elles ne veulent pas.
- **Un plan social pour la filière GA (gestion administrative)** : déclarée brutalement « non-insérante », le ministre prévoit de supprimer la moitié des places pour cette filière. Au niveau national, ce sont 1 500 postes qui seraient menacés !!

En conclusion c'est une formation au rabais, à visée principalement utilitariste dont le but affiché est l'« employabilité », bref former à moindre coût les précaires de demain. En même temps, la loi sur la « liberté de choisir son avenir professionnel » va libérer totalement l'offre de formation en apprentissage...

**POUR LE RETRAIT DE LA REFORME VOIE PRO CONTRAIRE AUX INTERETS DES ELEVES ET
PROFESSEUR·ES DES LYCEES PROFESSIONNELS.**

POUR LA DEFENSE ET L'AMELIORATION DU LYCEE PROFESSIONNEL !

RASSEMBLEMENT MERCREDI 22 MAI A 15H DEVANT LE RECTORAT